

[Text]

Mr. Ed Broadbent (President, International Centre for Human Rights and Democratic Development): Thank you, Walter.

Monsieur le président, honorables membres du Sous-comité sur les droits de la personne et le développement, permettez-moi tout d'abord de vous remercier d'avoir accepté de m'entendre aujourd'hui afin que je puisse solliciter votre appui pour le rétablissement de la démocratie dans une Birmanie en état de siège.

Comme vous le savez, le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique a été créé par le Parlement il y a quatre ans. Le Centre a pour mandat de promouvoir l'application de la Charte internationale des droits de l'homme adoptée par les Nations Unies.

Le Centre doit également encourager le développement de la démocratie et la consolidation des institutions démocratiques dans les pays en voie de développement.

La situation en Birmanie est au premier rang des priorités du Centre depuis plus d'un an. Nous sommes le premier organisme à mandat international à avoir reconnu et appuyé le gouvernement de coalition national de l'Union de Birmanie. Notre objectif était d'aider ces représentants élus de la population birmane à internationaliser leur cause. Il s'agissait aussi d'attirer l'attention de la communauté des nations sur les violations systématiques des droits du peuple birman et sur le refus catégorique du régime militaire répressif de céder le pouvoir aux représentants démocratiquement élus par la population.

Members of the committee, in May 1990, with what can only be described as the grudging concurrence of the military regime, the people of Burma held their first democratic election in 30 years. By international standards, they were reasonably free and fair. The 1991 Nobel Peace Prize laureate, Aung Sang Suu Kyi, leading the National League for Democracy, won a landslide victory. The National League for Democracy won 72% of the popular vote and 392 of the 485 seats, in spite of the fact that Aung Sang Suu Kyi had been under house arrest for nearly a year prior to the election.

Despite its promises, the State Law and Order Restoration Council, or SLORC—if ever the onomatopoeic qualities of a word signified the nature of a regime, SLORC does it—has refused to this day to transfer power to elected representatives. Power remains, as all members of the committee know, and increasing numbers of the world's population know, with the military rulers. The promise of democracy made by them is in tatters.

Aung Sang Suu Kyi will soon enter her third year under house arrest. Members of the committee will perhaps be interested to know I spoke to her husband two weeks ago yesterday, after he had seen her directly. He was finally permitted by that regime to visit his wife. On that occasion, he said physically she was in reasonable condition; a little weakened from what she had been, but basically there was no problem. What is encouraging to report is that her determination, her will, is stronger than ever, he said.

[Translation]

M. Ed Broadbent (président, Centre international des droits de la personne et du développement démocratique): Merci, Walter.

Mr. Chairman, honourable members of the Sub-Committee on Development and Human Rights, allow me to begin by thanking you for this opportunity to appear before you today to request your support for the restoration of democracy to the beleaguered people of Burma.

As you know, the International Centre for Human Rights and Democratic Development was established by the Parliament of Canada four years ago. The mandate of the International Centre is to promote a practical application of the International Bill of Human Rights as established by the United Nations.

Intrinsic to this mandate is the encouragement of democratic development and the strengthening of democratic institutions in developing countries.

The situation in Burma has been at the forefront of the Centre's concern for over a year. We were the first organization with an international mandate to provide recognition and support to the National Coalition Government of the Union of Burma (NCGUB). Our purpose in so doing is to assist these elected representatives in internationalizing their cause. It is to bring to the attention of the world community of nations the systematic violation of the rights of the Burmese people and the outright refusal of the repressive military regime to transfer authority to democratically elected representatives.

En mai 1990, face à un régime militaire extrêmement réticent, la population birmane a pu participer aux premières élections démocratiques à se tenir dans ce pays depuis 30 ans. Selon les normes internationales, il s'agissait d'élections relativement libres et honnêtes. M^{me} Aung Sang Suu Kyi, lauréate du Prix Nobel de la paix en 1991 et dirigeante de la Ligue nationale pour la démocratie, a alors remporté une victoire écrasante. La Ligue nationale pour la démocratie a récolté 72 p. 100 des voix et remporté 392 des 485 sièges de députés, malgré le fait que M^{me} Aung Sang Suu Kyi a été assignée à résidence pendant près d'une année auparavant.

Malgré ses promesses, le Conseil pour le rétablissement de la loi et de l'ordre, le SLORC—si jamais un sigle a jamais eu une sonorité évocatrice de la nature du régime, c'est bien celui-là—a refusé jusqu'à maintenant de céder le pouvoir aux représentants élus de la population. Le pouvoir demeure donc entre les mains des généraux de l'armée. La démocratie promise a été mise en pièces.

Aung Sang Suu Kyi entamera bientôt sa troisième année d'assignation à résidence. Les membres du comité voudront peut-être savoir qu'il y a eu deux semaines hier que j'ai parlé à son mari, qu'il avait enfin vue. Le régime lui a enfin permis de rendre visite à son épouse. Physiquement, m'a-t-il dit, elle était dans un état assez bon; un peu affaiblie mais essentiellement en santé. Ce qui est réconfortant, c'est d'apprendre que sa détermination et sa volonté sont plus fortes que jamais, selon lui.